

Discours d'ouverture du président Eduard Oswald – 30 avril 2007

Mesdames et Messieurs, chers Collègues,

Bonjour et bienvenue dans cette Salle de l'Europe du Bundestag allemand. Malheureusement, nous ne pouvons pas remonter beaucoup les jalousies, de sorte que vous n'avez qu'une vue limitée de l'extérieur. Mais je crois que nous aurons la possibilité d'avoir une meilleure vue durant la pause. Soyez les bienvenus ! Nous avons eu hier soir une superbe soirée d'avant-conférence, avec un programme culturel qui a ravi tout un chacun. La conférence des présidents des commissions des finances de parlements des États membres de l'Union européenne, du Parlement européen et des parlements des pays candidats à l'adhésion est aujourd'hui consacrée au thème «Relever les défis de l'évolution démographique dans l'Union européenne et préparer des finances publiques solides et des marchés financiers stables pour les enjeux du futur ».

Après les quelques remarques préliminaires que je veux vous adresser à présent et l'accueil par le président de la commission des finances du Bundesrat, M. le ministre Helmut Linssen – ici à mes côtés, et que je salue cordialement –, notre discussion sera alimentée par le chef de la Chancellerie fédérale, M. le ministre fédéral Thomas de Maizière, qui est peut-être encore au téléphone avec Mme Angela Merkel ; la chancelière se trouve en effet actuellement aux États-Unis. Un autre apport à notre discussion sera ensuite donné par notre secrétaire d'État parlementaire auprès du ministère fédéral des Finances, qui nous illustrera ce que les spécialistes de la politique financière que nous sommes doivent attendre des changements démographiques à venir, ce qui est déjà en cours d'évolution et ce à quoi nous devons nous attaquer en profondeur dans le futur.

Chers invités, chères et chers collègues, pour la première fois dans l'histoire de l'Union européenne, l'actuelle présidence allemande du Conseil forme avec les deux prochaines présidences, celles du Portugal et de la Slovénie, ce qu'on a appelé une présidence à trois. Et pour nos trois pays, comme pour les autres pays, cela signifie avant tout une grande responsabilité dans une Union européenne plus grande. Avec l'élargissement à la Bulgarie et la Roumanie, l'Union européenne est à présent, avec

ses 500 millions ou presque de citoyens, le plus grand marché intérieur du monde. « Ensemble, nous réussirons l'Europe », telle est la devise de la présidence en cours. Et je me réjouis donc tout particulièrement que les collègues du Portugal, de Bulgarie et de Roumanie soient parmi nous aujourd'hui. Je me réjouis également que les collègues d'Autriche, de Chypre, du Danemark, d'Espagne, d'Estonie, de France, de Grèce, d'Italie, de Lituanie, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Pologne, de Suède, de République tchèque, du Royaume-Uni et de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine nous aient rejoints ce lundi.

Je ne voudrais pas oublier de mentionner ici, naturellement, mes collègues de la commission des finances du Bundestag allemand ici présents. Vous avez déjà eu l'occasion de faire la connaissance hier de la vice-présidente de notre commission, Mme Gabriele Frechen, du porte-parole du groupe parlementaire SPD pour les questions de politique des finances, M. Jörg-Otto Spiller, mais j'aperçois aussi le porte-parole du groupe parlementaire Alliance 90/Les Verts au sein de la commission des finances, M. Gerhard Schick, ainsi que M. Manfred Kolbe, du groupe parlementaire CDU/CSU. Évidemment, certains ont eu quelques problèmes de calendrier, puisque c'est aujourd'hui le pont du 1<sup>er</sup> mai. Mais cela ne doit pas nous empêcher de mener de bonnes discussions. Nous avons aussi choisi cette date parce que de nombreuses autres commissions du parlement tenaient également à organiser leurs manifestations à d'autres dates. Je crois qu'il est positif que beaucoup d'entre nous soient là aujourd'hui, malgré le jour férié de demain.

Je voudrais aussi remercier nos amis polonais. En effet, jeudi prochain est également pour eux un jour de fête nationale, puisque c'est celui de la fête de la constitution. Que vous soyez malgré tout ici aujourd'hui nous honore et montre l'intérêt commun que nous avons pour l'Europe.

Mais peut-être profiterez-vous aussi de l'occasion pour découvrir encore un peu plus notre capitale fédérale et son offre culturelle diversifiée. Je peux vous le dire : Berlin vaut la peine d'être découverte. Et celui qui vous dit cela vient du sud de l'Allemagne, de l'État libre de Bavière. M. le ministre Linssen est d'ailleurs ministre en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Moi, je viens de Bavière. En somme, nous englobons toute l'Allemagne.

Je me permets de vous adresser le salut cordial du commissaire Almunia, compétent pour les matières que nous aborderons aujourd'hui. Il n'a malheureusement pas été

en mesure d'être parmi nous aujourd'hui. Son message est toutefois le très bienvenu.

Chers collègues, nous nous penchons aujourd'hui sur les effets du développement démographique sur la pérennité des finances publiques et sur la stabilité des marchés financiers internationaux. Le changement démographique placera dans les décennies à venir les sociétés des États membres de l'Union européenne devant des défis complexes. D'un côté, l'accroissement de l'espérance de vie de la population représente des potentiels pour l'État, la société et la famille. De l'autre côté, la part de la population active par rapport à l'ensemble de la population tendra à se réduire. Moins d'enfants et moins de jeunes, cela peut signifier moins de prospérité, moins de dynamisme, moins d'innovation et moins de qualité de vie.

C'est volontairement que je dis « cela peut », et non « cela doit ».

Dans ce contexte, la forme que doit prendre le changement démographique est un thème central pour nos sociétés. Lorsque nous réussissons aujourd'hui à intensifier notre échange d'expériences sur ce sujet, au niveau des États membres de l'Union européenne et de leurs parlements, à nous demander comment, par exemple, les potentiels et les connaissances acquises par l'expérience des générations plus âgées peuvent être mieux exploités pour l'économie et la société, comment nous pouvons créer des possibilités d'emploi, notamment pour les jeunes femmes qualifiées, nous discutons en réalité des chances qu'offre le changement démographique, tout en en connaissant les défis. Les modifications dans la structure des âges de nos sociétés se sont profilées depuis longtemps et ne nous arrivent pas du jour au lendemain – ce qui offre l'avantage de pouvoir se préparer à ces changements et d'adopter les mesures nécessaires. Tous, nous devons nous demander avec plus d'insistance – les uns un peu plus, les autres un peu moins, selon la situation de départ et la structure des âges présentes dans nos pays d'origine – comment pouvoir maintenir la paix, la prospérité et notre culture alors que chaque nouvelle génération est réduite d'environ un tiers par rapport à la génération de ses parents. C'est actuellement le cas, par exemple, dans notre pays, l'Allemagne.

Nous avons ici affaire à un double processus : parallèlement à la diminution des chiffres de population, les hommes et les femmes deviennent plus âgés dans une proportion jamais atteinte, ce qui ne peut être observé que positivement. Dans un tel contexte, les questions qui se posent à nous, spécialistes des politiques financières, sont difficiles et complexes.

Le plus grand défi sera la protection sociale des populations qui seront à l'âge de la retraite. Que pouvons-nous faire dans nos politiques des finances pour contribuer à cette protection ?

Que devons-nous faire dès aujourd'hui pour garantir aussi demain le financement des dépenses publiques ?

La diminution du nombre de personnes en âge de travailler réduit le nombre de ceux qui peuvent réaliser par leur travail les investissements des budgets publics et payer des impôts et des cotisations sociales.

Mesdames et Messieurs, chers Collègues, les questions que nous posons ici sont des questions auxquelles nous, Européens, devons trouver des réponses. Mais tout les pays, y compris ceux qu'on appelle les pays émergents, comme la Chine ou l'Inde, qui connaissent actuellement des développements économiques fulgurants, seront touchés par les changements démographiques à un moment que l'on peut déjà prévoir.

Le fait que nous, Européens, serons confrontés nettement plus tôt à ces changements ne doit pas être un désavantage : les pays non européens pourront peut-être même profiter de nos expériences et des solutions que nous aurons trouvées.

Ce qui me semble certain, c'est que, en ces temps où la mondialisation progresse, les conséquences des changements démographiques nécessitent une attention internationale et, avant cela, européenne.

Le thème que nous étudions aujourd'hui est d'une grande actualité et le restera longtemps : le G20 l'avait déjà mis à l'ordre du jour international en 2004, sous la présidence de l'Allemagne. Dans le cadre de la présidence allemande du G20, un séminaire sur la démographie et la croissance s'était tenu à Paris, à l'invitation de la France.

La Commission européenne s'est déjà exprimée en détail dans plusieurs communications au sujet du futur démographique de l'Europe. Je rappelle seulement la communication de la Commission à l'occasion de la réunion des chefs d'États et de gouvernements d'octobre 2005, sous le titre « Les valeurs européennes à l'ère de la mondialisation », ainsi que les autres communications de la fin de l'année dernière sur l'« avenir démographique de l'Europe – transformer un défi en opportunité » et la « viabilité à long terme des finances publiques dans l'UE ». La Banque centrale européenne est aussi active à ce sujet, comme j'ai pu le voir récemment dans le rapport mensuel de février 2007. Et ces jours-ci, le conseil ECOFIN s'est lui aussi penché sur les défis posés par les changements démographiques pour la politique des finances. Enfin, un nouveau rapport de la Commission sur cette matière devrait être publié tout prochainement – si ce n'est déjà fait.

Chers Collègues, la transition démographique est un fait de dimension mondiale même s'il existe des grandes différences quant à son déroulement chronologique entre les différents pays, dans notre Union européenne et dans les autres régions du monde.

Nos gouvernements et nous-mêmes, représentants des peuples, nous portons la responsabilité d'un équilibre juste entre les générations : nous ne devons pas prendre des mesures de politique financière qui représentent un poids excessif pour les générations futures. Il est ambitieux de vouloir arriver à une telle évolution dans les idées politiques, mais les effets de plus en plus tangibles des changements démographiques ne nous laissent pas d'autre possibilité. Une part certainement importante des mesures nécessaires devra être mise en œuvre à l'échelon national. En dépit des stades différents auxquels est arrivée la transition démographique, ces défis n'en nécessitent pas moins une approche de plus en plus mondiale. Nous trouvons ici des aspects comme celui, qui n'est pas des moindres, de la stabilité du

système financier international. Les changements démographiques ne modifient pas la nécessité d'une politique responsable et durable ; bien au contraire, la politique doit, nous devons, dans nos parlements, relever ce défi pour le futur de nos pays et en recevoir les effets positivement et avec la force d'agir. Telle sera ma conclusion.

Chers collègues, encore une remarque d'ordre organisationnel : rien de ce qui sera dit et débattu ici ne sera perdu. Vous recevrez tous un dossier comprenant les contributions à cette conférence. C'est aussi la raison pour laquelle un photographe sera ici en permanence. Tout ceci sera donc bien conservé.

Je voudrais à présent demander à mon collègue, M. Helmut Linssen, président de la commission des finances du Bundesrat, de vous adresser un mot de bienvenue. Je voulais aussi vous dire expressément, pour notre discussion ultérieure, que vous n'avez qu'à faire un signe de la main pour prendre la parole : nous essaierons alors tout simplement de permettre à chacun – comme je le suppose – de donner sa position sur les différentes interventions. Je cède maintenant la parole à M. le ministre Helmut Linssen.